

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 29 (1937)
Heft: 7

Artikel: L'Union syndicale suisse et les lois d'exception
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384099>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le rapport sur les mouvements de revendication pour l'année 1936 prouve que comparativement à 1935 ils ont sensiblement augmenté. En 1935 on compta des mouvements non suivis de grève dans 45 endroits. En 1936, il y en eut dans 94 localités. En 1935, les ouvriers participant à des mouvements se chiffèrent par 3128. En 1936, le total était de 35,362. Ces mouvements furent surtout engagés pour s'opposer à des baisses de salaire. Les patrons ne voyaient en effet que ce moyen pour remédier à la crise économique. Ce qui était un non-sens, ainsi que les événements l'ont démontré.

Education ouvrière.

A La Chaux-de-Fonds.

L'année 1936 marque le onzième exercice annuel du Centre d'éducation ouvrière de la grande localité montagnarde. Dans le bref rapport qui nous parvient, nous relevons que, malgré la crise qui frappe tout spécialement cette cité, une fructueuse activité y a été déployée. Cette activité s'est orientée surtout du côté des conférences et des manifestations groupant des auditeurs nombreux. Pour tenir compte des ressources limitées, il a dû réduire momentanément les cours qui ne groupent qu'un nombre restreint d'auditeurs.

Les conférences ont été suivies par 9300 auditeurs; 180 personnes ont participé aux voyages organisés par le Centre à Nice, en Tunisie, en Provence, ainsi qu'une croisière au cours de l'été en France, Espagne, Algérie, Italie qui prit une quinzaine de jours. Les cours furent suivis par 2200 auditeurs et les activités destinées aux chômeurs ont enregistré 3100 auditeurs, soit un total de 14,780 personnes. Le Noël des chômeurs, dont la constitution date de 1930, a distribué en 1936 une somme de 20,000 francs répartis entre 1500 enfants. Cette belle activité d'éducation ouvrière a été subventionnée en 1937 par 20 organisations diverses syndicales et coopératives.

Le Centre d'éducation ouvrière de La Chaux-de-Fonds prouve combien il est nécessaire et que les syndicats et les coopératives ont raison de s'y intéresser. Cet exemple devrait être suivi par un plus grand nombre de syndicats dans les autres localités de la Suisse romande.

L'Union syndicale suisse et les lois d'exception.

Dans sa séance du 31 mai, le Comité de l'Union syndicale suisse a pris position à l'égard des tendances politiques actuelles qui se manifestent particulièrement en Suisse romande. L'Union syndicale suisse a toujours combattu énergiquement les communistes et leur politique. Néanmoins, le Comité syndical confirme son point de vue selon lequel l'interdiction des partis et la restriction des libertés des citoyens n'est pas le moyen propre à protéger la démocratie. Au contraire, il est persuadé que de telles mesures encouragent plutôt une évolution antidémocratique et renferment de graves dangers.

Le Comité syndical prend connaissance avec satisfaction que l'Union des syndicats du canton de Genève est décidée à lutter de toutes ses forces contre la loi genevoise concernant les communistes et elle espère, avec l'appui des citoyens véritablement démocrates et partisans de la liberté, arriver à faire rejeter le projet.

Contrairement à cet espoir, le peuple genevois a accepté la loi dite « anti-communiste » par 18,278 voix contre 12,076, soit à une majorité de 6202 voix.